ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

territoires ruraux

Question au Gouvernement n° 2733

Texte de la question

RURALITÉ

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Olivier Dassault. Monsieur le Premier ministre, partout dans nos territoires, la ruralité est confrontée au chômage, à la pauvreté et au désespoir. Les gens ont le sentiment que ce vous donnez d'une main aux villes et aux banlieues, vous le reprenez à la campagne de l'autre !

M. Jean Glavany. Qu'en savez-vous ?

M. Olivier Dassault. C'est le cas de l'Oise bien entendu, mais dans d'autres départements aussi le désert français progresse !

M. Jean Glavany. Dans le bois de Boulogne ?

M. Olivier Dassault. Les petits commerces de proximité disparaissent en raison de l'excès de charges ; les services publics ferment et l'accès à la santé est remis en cause. À cela s'ajoute la fuite des professionnels du droit organisée par votre gouvernement, sans parler du malaise des agriculteurs et de celui des chasseurs que vous pointez du doigt une nouvelle fois à travers votre projet de loi relatif à la biodiversité ! Comment les entreprises peuvent-elles se maintenir en milieu rural, à fortiori s'y implanter, alors qu'elles n'y sont pas connectées au monde en raison du mauvais fonctionnement du numérique, qu'il s'agisse de l'Internet ou de la téléphonie mobile ? Comment ne pas s'inquiéter de l'augmentation des violences et des cambriolages qui frappent nos villages ? Un Français sur sept subit cette fracture territoriale.

Ne laissez pas tomber nos campagnes, monsieur le Premier ministre ! *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)* Il y a quelques semaines, en visite dans l'Aisne, vous y avez fait de belles promesses, rythmant votre discours d'annonces d'investissements de milliards d'euros pour développer les territoires ruraux ! Mais ceux que les Français veulent maintenant, ce sont des actes plus que des paroles.

« Si vous ne pouvez pas faire de grandes choses, faites de petites choses de façon grandiose », disait le journaliste américain Napoléon Hill. Comme leurs élus, les habitants de nos campagnes réclament simplement les moyens financiers dont ils sont aujourd'hui privés pour redynamiser leur territoire et l'économie locale. Comptez-vous enfin écouter le bon sens paysan ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.- Rires sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Monsieur le député, Il est vrai que j'ai moins d'expérience que certains d'entre vous de cet hémicycle, où nous avons partagé des moments d'émotion autant que de confrontation, mais je ne m'attendais vraiment pas à une telle chute ! Venant de vous, une telle conclusion restera comme l'une de ces perles qui marquent l'Assemblée ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.- Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Hervé Mariton. C'est une question sérieuse !

M. Jean-Michel Couve. N'est-il pas un député comme les autres ?

M. Bernard Accoyer. Cette stigmatisation est honteuse !

M. Yves Censi. C'est scandaleux !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* Un peu d'humour ne peut que faire du bien, en particulier entre les deux tours de ces élections départementales ! Il est inutile de s'énerver alors que je m'apprête, au-delà de ce mot, à répondre très sérieusement à M. Olivier Dassault, que je connais bien et avec qui je partage, sinon des combats communs, du moins le souci d'un certain nombre de sujets.

Je trouve votre question assez étonnante. Prenons un premier exemple très concret, celui de la violence et de la délinquance. Depuis les années 2008-2009, les cambriolages, les vols de matériel agricole et les violences, notamment familiales, n'ont cessé d'augmenter. Pourtant la majorité précédente, à laquelle vous apparteniez, et le gouvernement qu'elle soutenait n'ont eu de cesse, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, d'enlever des moyens à la police et à la gendarmerie, chargée des territoires ruraux. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. Jean-Frédéric Poisson. C'est faux !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* C'est ce gouvernement, c'est moi-même quand j'étais ministre de l'intérieur, puis Bernard Cazeneuve, qui m'a succédé, qui avons décidé d'augmenter le nombre de gendarmes et de restructurer les brigades sur le territoire pour gagner en efficacité. Et que constatons-nous ? Que le niveau de la délinquance baisse dans les territoires ruraux, notamment le nombre des cambriolages, même si ce niveau reste beaucoup trop élevé.

M. David Douillet. C'est de la « com » !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* C'est une bonne chose pour les citoyens de ces territoires, et ce n'est pas vous qu'on le doit, mais à l'actuelle majorité !

Prenons un autre exemple que vous connaissez bien. Nous soutenons la présence des services publics dans les départements, grâce notamment à l'action de Marylise Lebranchu et de Marisol Touraine.

M. Thierry Solère. Tout va bien !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* Le sujet était au cœur du comité interministériel que j'ai présidé sur la base des propositions formulées par Sylvia Pinel : nous voulons plus de services publics au niveau local.

M. Philippe Le Ray. Ça ne se voit pas !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* Le nombre de maisons de service public et de maisons de santé passera d'ici la fin de l'année de 600 à 800, soit 200 de plus.

M. Étienne Blanc. Qui paie ? Ce sont les départements qui paient !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* Soyons clairs : dans la plupart des départements, la droite propose de supprimer les maisons de service public et les maisons de santé ! *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. Guillaume Larrivé. C'est faux !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* À quelques jours du second tour des élections départementales, il faut que chacun regarde de près qui soutient les territoires ruraux, qui s'occupe des gens qui y vivent, qui a pris toute la mesure de cette détresse que le monde rural exprime depuis plusieurs années et sur laquelle nous aurons l'occasion, avec Stéphane Le Foll, de revenir demain, dans le cadre du congrès de la FNSEA.

Plusieurs députés du groupe UMP . Menteur !

M. Manuel Valls, *Premier ministre .* Vous avez raison, monsieur le député : il faut se préoccuper de ces territoires. Le Gouvernement a tenu ces dernières semaines deux réunions importantes, au cours desquelles il a arrêté des mesures précises et concrètes, non seulement pour les territoires urbains et périurbains, mais aussi pour les territoires ruraux.

Vous le voyez, mesdames et messieurs les députés de l'opposition : on peut faire preuve d'humour tout en étant très clair sur le sujet. Pendant que vous vous contentez de paroles démagogiques, nous, nous agissons pour ces territoires ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. Dino Cinieri. Quel baratin !

M. Étienne Blanc. Rendez-vous dimanche prochain !

Données clés

Auteur : M. Olivier Dassault
Circonscription : Oise (1re circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2733
Rubrique : Aménagement du territoire
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 26 mars 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 mars 2015